

### **Annexe 3**

#### **Opération 4.1.1 Plan de modernisation des élevages**

Sous-mesure:

- 4.1 – Aide aux investissements dans les exploitations agricoles

##### **1. Description du type d'opération**

L'objectif du type d'opération est d'assurer à long terme la compétitivité des exploitations agricoles d'Aquitaine et de soutenir la réalisation d'investissements permettant de mieux répondre aux exigences environnementales.

Le type d'opération 4.1.1 répond donc au besoin 4 soutenir les investissements des exploitations en vue d'améliorer la double performance économique et environnementale. Pour ce faire, il s'agit de soutenir les investissements concernant les enjeux suivants :

- l'optimisation des conditions et du temps de travail dans les bâtiments d'élevage,
- l'amélioration de la qualité sanitaire des exploitations,
- la gestion des effluents d'élevage et la réduction des impacts environnementaux liés aux activités agricoles,
- la réduction de la consommation d'énergie sur l'exploitation et la production d'énergies renouvelables,

On cible les projets permettant aux exploitations de gagner à la fois en compétitivité et en respect de l'environnement grâce à une approche globale de l'exploitation à travers la réalisation d'un diagnostic préalable à la réalisation de tout investissement. Cette mesure vise ainsi la diffusion de nouvelles techniques et l'acquisition de matériels et/ou d'équipements modernes dans les exploitations, en ciblant prioritairement les nouveaux installés et les exploitations situées dans des zones à enjeux environnementaux (zone vulnérable, zone défavorisée...)

Le type d'opération 4.1.1 contribue aux objectifs transversaux en matière d'innovation, par la mise en application des récentes conclusions techniques. Il contribue également à l'enjeu environnemental par la sélection des projets engagés dans une démarche de certification environnementale reconnue et par les diagnostics préalables aux investissements.

Enfin, il contribue au domaine prioritaire 2A en faveur de la compétitivité du secteur agricole par l'apport des investissements en termes d'optimisation du temps de travail sur l'exploitation.

De plus, par la sélection des projets engagés dans une démarche de certification environnementale et les diagnostics, le type d'opération 4.1.1 entraîne aussi un effet positif sur les domaines prioritaires 4C en matière d'amélioration de la gestion des sols par la gestion des effluents et 5B par l'aides aux investissements permettant la réduction d'utilisation d'énergie.

Par ailleurs, depuis 2020 la crise sanitaire engendrée par la pandémie liée à la Covid 19 a considérablement perturbé l'ensemble de l'activité économique, dont l'activité agricole. Aussi, dans le cadre du plan de relance initié par l'Union européenne afin de surmonter cette crise et des fonds spécifiques qui y sont rattachés, le financement de l'opération 4.1.1 sur la période 2021-2022 pourra mobiliser les fonds relance affectés à la mesure 4 afin de soutenir l'activité économique des exploitations agricoles.

**Commenté [DD1]:** Les crédits du fonds de relance sont prioritairement fléchés sur la mesure 4 "investissements" afin de soutenir l'activité économique pendant la crise sanitaire

## 2. Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Subvention

## 3. Liens vers d'autres actes législatifs

Code rural

## 4. Bénéficiaires

Agriculteurs ou groupes d'agriculteurs.

Sont exclus :

- les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales.

## 5. Coûts admissibles

Conformément à l'article 45 du Règlement (UE) 1305/2013, les coûts éligibles comprennent :

Les frais généraux en lien avec l'opération, conformément à l'article 45 du R(UE) n°1305/2013, dans la limite de 10% du montant des dépenses éligibles autres que les frais généraux .

Les investissements matériels en lien avec les enjeux de la mesure sur les projets suivants :

### Secteur de l'élevage :

- Travaux de construction et modernisation des logements des animaux et locaux et matériaux de traite
- Autres constructions liés à l'activité d'élevage en lien avec les objectifs de la mesure
- Dépenses liées à l'insertion paysagère des bâtiments
- Dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage
- Dépenses liées à l'amélioration de la qualité sanitaire de l'exploitation et du bien-être des animaux

- Achat d'équipements liés à la fabrication d'aliments à la ferme.

**Autres :**

- Réduction de la consommation d'énergie sur l'exploitation par exemple : chauffe-eau solaires thermique, chaudière biomasse, pompe à chaleur...
- production d'énergies renouvelables, hors méthanisation, biomasse et bio énergie et sans connexion au réseau électrique par exemple : équipement liés à la production et l'utilisation d'énergie en site isolé

Les investissements relatifs à des mises aux normes sont éligibles dans les conditions prévues aux points 5 et 6 de l'article 17 du règlement UE n°1305/2013.

#### 6. Conditions d'admissibilité

- Le siège d'exploitation doit être situé sur le territoire du programme.
- Plancher de dépenses éligibles : 5.000€
- Pour les investissements de production d'énergie renouvelable, la capacité de production n'est pas supérieure à la consommation annuelle de l'exploitation. Par ailleurs, un diagnostic Energie devra être effectué pour tout investissement d'amélioration de la performance énergétique de plus de 10.000 € de dépenses éligibles.
- Présentation d'un diagnostic environnemental relatif à la gestion des effluents d'élevage.

#### 7. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Conformément à la méthode précisée en section 8.1, le processus de sélection des projets se fait par appel à projets. Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection suivants :

- Favoriser le renouvellement générationnel
- Favoriser la préservation environnementale (certification environnementale reconnue de niveau 2, Haute Valeur Environnementale, Agriculture Biologique, etc.)
- Accompagner la mise aux normes conformément à l'article 17 du R(UE) n°1305/2013
- Favoriser les projets portés par des primo-demandeurs
- Structurer les filières de production.

#### 8. Montants et taux d'aide (applicables)

Taux d'aide publique de base : 30%

Pour les dossiers déposés dans le cadre d'appels à projets lancés pendant la période de transition 2021 – 2022, ce taux de base est majoré de 10% pour atteindre **40%**.

Majorations :

- **10%** en zone de montagne

- **10%** pour les projets relatifs à l'élevage de palmipèdes destinés à la production de foie gras, dès lors que le projet contribue à l'amélioration sanitaire des élevages.

**Commenté [IG2]:** La crise sanitaire d'influenza aviaire hautement pathogène qui touche la France depuis la fin de l'année 2020 frappe durement tous les éleveurs de palmipèdes à foie gras de la région qui sont particulièrement impactés. Des investissements de biosécurité devront absolument être réalisés par les éleveurs de palmipèdes à foie gras de la région qui souhaitent poursuivre leur activité.

Ce bonus de 10% sur les projets contribuant à l'amélioration sanitaire est destiné à accompagner la filière palmipèdes à foie gras à relever le défi de sécurisation des différents maillons de production en matière de biosécurité pour éviter une nouvelle crise d'envergure.